



Egalité femmes/hommes : pour une éducation à la relation

5 pistes d'actions pour
une meilleure éducation affective,
relationnelle et sexuelle

Décembre 2017

PRESENTATION DE VERS LE HAUT

Lancé en 2015 avec l'ambition de nourrir le débat public, les décideurs et les acteurs de l'éducation, VERS LE HAUT est un think tank hors du champ partisan dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation.

VERS LE HAUT associe à sa réflexion des acteurs de terrain, des jeunes et des familles, des experts et des personnalités de la société civile tout en appuyant son travail sur des études et des recherches scientifiques.

VERS LE HAUT diffuse des propositions concrètes afin d'élaborer un projet éducatif adapté aux défis du XXI^e siècle et mobilisant l'ensemble du corps social.



Les partenaires de Vers Le Haut

Un regard sur ce qui marche

Créé à l'initiative de plusieurs acteurs engagés en faveur de la jeunesse, VERS LE HAUT s'attache particulièrement à valoriser les expériences de terrain réussies en France, comme à l'étranger.

VERS LE HAUT travaille de manière indépendante, dans un esprit de coopération et d'ouverture.

Déjà publiés

- Soyons à la hauteur des espérances de la jeunesse – Novembre 2015
- Vivre grandir construire ensemble - Janvier 2016
- Pas d'éducateur, pas d'éducation ! - Mai 2016
- Éducation : quel 'retour sur investissement' ? - Juin 2016
- Mobilisation générale pour l'éducation ! – Novembre 2016
- École : de l'entre-soi à l'entre-nous – Septembre 2016
- École : de la sélection par l'échec au développement des talents de chacun – Février 2017
- Bac : quels enjeux derrière la réforme ? – Juin 2017
- Soutenir les familles, le meilleur investissement social - Juin 2017
- A l'école de la confiance, quelle place pour les parents ? - Août 2017
- Accueil, besoins & espoirs des Mineurs Non Accompagnés - Septembre 2017
- Après le tweet du MEDEF, quelle responsabilité éducative pour les entreprises ? - Septembre 2017
- Tous éducateurs ! Et vous ? Pour une société éducatrice, Bayard Editions- Octobre 2017

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
 PARTIE 1 - LES JEUNES, LE PORNO ET L'EDUCATION SEXUELLE : OU EN SOMMES-NOUS ? ..	6
1. Porno : des mineurs très exposés en dépit de la loi	7
2. Ce que nous disons aux jeunes de la sexualité	10
3. Ce qu'attendent les jeunes.....	13
 PARTIE 2 - UNE NOUVELLE AMBITION EDUCATIVE : L'EDUCATION A LA RELATION	14
1. Passer d'une approche hygiéniste et technique à une éducation de toute la personne.....	15
2. Passer de la mise au ban à l'implication des parents	16
3. Passer d'une focalisation sur la sexualité à l'adolescence à une éducation dans la durée dès la petite enfance.....	17
4. Passer d'une approche par classe d'âge, à une prise en compte de chaque jeune, en fonction de sa maturité et de son parcours.....	17
5. Passer d'une approche spécialisée à une alliance éducative	18
 PARTIE 3 - FOCUS SUR DES APPROCHES EDUCATIVES INNOVANTES POUR PARLER D'AMOUR, D'INTIMITE ET DE SEXUALITE.....	19
 CONCLUSION	26

INTRODUCTION

Les récents débats autour des violences contre les femmes et du harcèlement sexuel ont ouvert la réflexion sur les causes profondes de ce mal, au-delà des réponses judiciaires qui doivent sanctionner les personnes coupables. Sur quelle vision des rapports entre l'homme et la femme, de la sexualité, de l'amour se fondent ces violences ? Comment pourrions-nous lutter contre le mal à *la racine* ?

Une prise de conscience émerge : l'éducation est sans aucun doute la meilleure réponse durable pour civiliser les relations entre les femmes et les hommes et lutter contre les inégalités, alors que le malaise grandit.

Nous vivons une époque pleine de contrastes.

Alors que de plus en plus d'enfants et d'adolescents sont exposés très tôt à la pornographie via Internet et que les éducateurs constatent à quel point ces images influencent leurs représentations et leurs comportements, un autre débat sur les tenues couvrant le corps des femmes – *du burkini à la burka* - occupent aussi très régulièrement l'espace médiatique et les responsables politiques. En apparence, tout oppose ces deux sujets : d'un côté, une volonté de cacher le corps des femmes pour n'en rien dévoiler ; de l'autre, une obsession de tout montrer.

En réalité, porno et burka témoignent tous deux d'un même malaise par rapport au corps et à la relation homme-femme. Ils révèlent tous deux une dissociation entre le corps, le cœur et la raison. Dans les deux cas, il y a une réduction de la personne à une image et une réduction du corps à sa dimension sexuelle. Dans les deux cas, il y a l'abaissement de la femme au statut d'objet et de l'homme à une pulsion. Dans les deux cas, il y a une négation de la personne, de son visage. Dans sa singularité, sa complexité, sa beauté.

D'ailleurs, on peut sérieusement penser que les deux phénomènes se répondent et se nourrissent mutuellement, le puritanisme religieux s'affirmant comme une réponse à l'exhibitionnisme d'une certaine modernité. Et vice-et-versa.

Et voilà que les jeunes – filles et garçons - sont pris entre le marteau et l'enclume. Faut-il choisir entre le porno qui exhibe tout ou la burqa qui cache tout ? A travers cette mise en opposition provocatrice, on comprend qu'il y a pour notre époque un enjeu éducatif majeur : aider les jeunes à sortir d'une vision réductrice pour leur permettre de trouver un rapport plus ajusté à leur corps, à l'autre, à la sexualité et à l'amour. Les accompagner pour qu'ils construisent des rapports civilisés entre femmes et hommes, fondés sur l'égalité et le respect de l'altérité.

Alors que les adultes, souvent mal à l'aise pour parler de ces questions, ont tendance à désertier le volet éducatif, ils laissent le champ libre à la pornographie qui gagne du terrain en touchant très facilement les mineurs, grâce à l'omniprésence des outils numériques et des smartphones. Certes, la pornographie n'est pas née avec Internet, et les VHS ou les journaux X circulaient déjà dans les cours de récréation avant l'arrivée du streaming et de la 4G. Mais avec les facilités d'accès au numérique, le phénomène change d'ampleur et se banalise.

Dans ces pages, VERS LE HAUT ne prétend pas apporter une réponse globale à ce danger – notamment sur le plan technique - mais propose, pour y faire face, une ambition renouvelée en matière d'éducation affective, relationnelle et sexuelle.

C'est un sujet difficile et sensible, d'une part car il renvoie chacun à son intimité et à ses propres limites, d'autre part, parce que plane toujours le soupçon d'un moralisme étouffant, d'une volonté de censure ou d'entrave aux libertés. Sous la précédente majorité et sous l'impulsion de Laurence Rossignol, le gouvernement avait commencé à aborder le sujet avec courage. L'actuel Président de la République a également manifesté, récemment, sa volonté de ne pas banaliser l'accès à la pornographie pour les mineurs.



*Emmanuel Macron, sur le réseau social Twitter, le 25 novembre 2017
à l'occasion de l'annonce du plan de lutte contre les violences faites aux femmes.*

Sans parler de l'impact du porno sur les représentations et les comportements des adultes, il s'agit *a minima* de protéger les mineurs et de garantir « leur droit à l'enfance ». Il s'agit aussi de préparer l'avenir pour construire demain des relations plus humaines entre les femmes et les hommes.

PARTIE 1
LES JEUNES, LE PORNO
ET L'EDUCATION SEXUELLE :
OU EN SOMMES-NOUS ?

1. Porno : des mineurs très exposés en dépit de la loi



La consommation de **pornographie** chez **les adolescents** et son influence sur leurs comportements sexuels

LES USAGES ET LES MODES DE CONSOMMATIONS EN MATIÈRE DE PORNOGRAPHIE



63% des garçons et **37% des filles** de 15 à 17 ans ont déjà surfé sur un site pornographique.

La **proportion d'adolescents** ayant visionné une vidéo pornographique s'élève à :

64% chez les garçons
39% chez les filles

Le **smartphone** est désormais le support **le plus utilisé** pour visionner un film X :

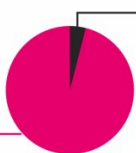
chez les garçons



chez les filles



94% consomment des films X via des **sites gratuits**



À peine **4%** des adolescents ont déjà surfé sur un **site payant** €

LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE VIDÉOS PORNOGRAPHIQUES



C'est **l'âge moyen** auquel **les ados** ont surfé sur un site pornographique pour la **1ère fois**.



Si **2/3 des garçons** ont vu leur première vidéo pornographique seuls alors que, **les filles sont une majorité** à l'avoir vu avec quelqu'un.

Plus d'un ado sur 2 considère qu'il a vu son 1er film X "**trop jeune**".



Le **1er visionnage** d'une vidéo pornographique s'effectue principalement **sur le web (84%)**.



et **34%** via un **ordinateur**



dont **29%** via un **smartphone**

L'INFLUENCE DE LA PORNOGRAPHIE SUR LA SEXUALITÉ

53% des ados ont déjà été **exposés par inadvertance** à un extrait ou une vidéo à caractère pornographique.



44% des ados ayant eu des rapports sexuels ont déjà essayé **de reproduire des pratiques** vues dans des films.



Près **d'un garçon sur deux** et plus **d'une fille sur trois** estiment que **la pornographie a participé à l'apprentissage**



Enquête Ifop pour l'association OPEN réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 27 février 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 personnes, représentatif de la population âgée de 15 à 17 ans résidant en France métropolitaine.

Ce que dit la loi :

Article 227-24 du Code pénal

*« Le fait soit de fabriquer, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent, incitant au terrorisme, pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine ou à inciter des mineurs à se livrer à des jeux les mettant physiquement en danger, soit de faire commerce d'un tel message, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende **lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur.***

Lorsque les infractions prévues au présent article sont soumises par la voie de la presse écrite ou audiovisuelle ou de la communication au public en ligne, les dispositions particulières des lois qui régissent ces matières sont applicables en ce qui concerne la détermination des personnes responsables. »

Protéger les mineurs : une réponse technique ?

Comment faire respecter la loi ? La complexité de la régulation sur internet n'est pas un prétexte suffisant pour justifier l'inaction. Des solutions seraient envisageables, au moins pour limiter l'accès aux sites porno aux détenteurs d'une carte bleue.

Au Royaume-Uni, le Digital Economy Act prévoit que tous les sites qui mettent à disposition du contenu pornographique doivent mettre en place des systèmes de vérification d'âge contraignants pour leurs utilisateurs. Il ne suffit plus de leur demander de cliquer sur une case pour certifier qu'ils ont plus de 18 ans. Il faut leur demander une preuve : par exemple, un numéro de carte bancaire, une copie d'une carte d'identité, une certification via SMS... A partir du printemps 2018, les sites qui ne mettent pas en place de tels systèmes de contrôle pourront bientôt être sanctionnés, avec notamment un blocage par le fournisseur d'accès.

On pourrait également s'inspirer de ce qui a été mis en place concernant les jeux en ligne, avec une autorité de régulation (ARJEL) qui surveille le respect des règles par des opérateurs agréés et lutte contre les sites illégaux, français comme étrangers, sans craindre de recourir au blocage.

Dans un autre domaine, les efforts récents déployés pour contrer l'influence des sites djihadistes et bloquer leur accès montrent également que lorsqu'il y a une volonté, il y a un chemin, quand bien même celui-ci est imparfait. Il ne s'agit pas de tout bloquer mais de rendre plus compliqué l'accès à des contenus qui sont omniprésents aujourd'hui.

Il faudrait pour cela une volonté politique qui fait défaut aujourd'hui alors que même que des professionnels du porno ont réagi. Certains producteurs de X – voulant sauver leur modèle économique menacé par la généralisation du « gratuit » – sont prêts à s'engager pour un encadrement du porno en ligne. Ils reconnaissent que ce genre ne devrait pas être accessible aux mineurs. C'est le cas par exemple de Grégory Dorcel, directeur général de la société de production Marc Dorcel, ou bien de Manuel Ferrara, acteur porno, qui déclare dans une interview pour le site de France Info, le 26/11/2017 :

« Le vrai problème, c'est l'accès à tous ces sites de porno gratuits, où il suffit de cocher "j'ai 18 ans" pour y accéder. C'est aussi simple qu'un clic. Là, le gouvernement devrait agir pour que ces sites gratuits ne soient pas aussi facilement accessibles, comme c'est le cas dans d'autres pays. Et puis, il y a une responsabilité des parents aussi. Moi je suis père de famille et je fais en sorte que mes enfants n'aient accès à aucune pornographie. Je bloque tout sur les ordinateurs, téléphones et tablettes. Peut-être aussi que ces objets n'ont pas besoin d'être emmenés à l'école... »

2. Ce que nous disons aux jeunes de la sexualité

L'approche éducative actuelle est souvent défectueuse. Dans les familles, il est difficile de trouver le bon équilibre entre les parents intrusifs et ceux qui font toujours de ces sujets un tabou. Dans la sphère publique, si on parle beaucoup de sexe, c'est souvent pour n'en rien dire d'important. On multiplie les « libres antennes », les campagnes de prévention, les démonstrations de préservatifs... Mais on projette la plupart du temps sur les jeunes les angoisses ou les fantasmes des adultes.

Dans le cadre scolaire, « l'éducation à la sexualité » prévue dans les textes – *Code de l'éducation, circulaires...* - est souvent liée à la prévention des maladies, des grossesses non désirées, ou des violences... Le Défenseur des Droits parle ainsi d'une approche « médicalisante »¹.

- L'article L. 121-1 du Code de l'éducation évoque au même niveau « l'information sur les violences » et « l'éducation à la sexualité » : « les écoles, les collèges et les lycées assurent une mission d'information sur les violences et une éducation à la sexualité ».
- L'article L. 312-16 du Code de l'éducation précise : « Une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupes d'âge homogène. Ces séances présentent une vision égalitaire des relations entre les femmes et les hommes. Elles contribuent à l'apprentissage du respect dû au corps humain. Elles peuvent associer les personnels contribuant à la mission de santé scolaire et des personnels des établissements mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2212-4 du code de la santé publique ainsi que d'autres intervenants extérieurs conformément à l'article 9 du décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement. Des élèves formés par un organisme agréé par le ministère de la santé peuvent également y être associés. »
- Dans la loi de la refondation de l'Ecole de 2013, la question de la sexualité est abordée dans les annexes, en lien avec la question de la santé, au même niveau que les « risques sanitaires (notamment pour prévenir et réduire les conduites addictives et la souffrance psychique), [les] risques des dérives thérapeutiques et sectaires, [et] l'éducation nutritionnelle (notamment pour lutter contre l'obésité) »².
- En revanche, la circulaire du 17 février 2003 sur « L'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées » propose une approche plus globale : « L'éducation à la sexualité à l'école est inséparable des connaissances biologiques sur le développement et le fonctionnement du corps humain, mais elle intègre tout autant, sinon plus, une réflexion sur les dimensions psychologiques, affectives, sociales, culturelles et éthiques ». Dans les faits, elle reste souvent lettre morte.

¹ Défenseur des droits, *Rapport – Droits de l'enfant en 2017* (novembre 2017), page 104.

² Annexe à la Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, *La refondation de l'Ecole de la République : orientations*.

Malgré les acteurs institutionnels ou associatifs qui sont engagés dans ce domaine, malgré l'existence de nombreuses ressources pour les éducateurs (de plus ou moins bonne qualité), une enquête récente du Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes auprès de 3 000 établissements montre que beaucoup d'établissements n'ont pas mis en place d'action ou de séance d'éducation à la sexualité, et surtout que les thématiques évoquées relèvent principalement d'une approche technique ou hygiéniste.

Pour l'année 2014-2015, 11,3 % des lycées, 4 % des collèges et 25 % des écoles élémentaires n'avaient mis en place aucune action relative à l'éducation à la sexualité ;

Lorsque les établissements mettaient en place une telle action, toutes les classes n'en bénéficiaient pas ou pas toutes à hauteur du quota minimal des trois séances annuelles :

	École élémentaire	Collège	Lycée
Part des classes ayant bénéficié d'au moins une séance d'éducation à la sexualité	12 % des classes de CE1 25 % des classes de CE2 36 % des classes de CM1 69 % des classes de CM2	48 % des classes de 6 ^e 58 % des classes de 5 ^e 92 % des classes de 4 ^e 93 % des classes de 3 ^e	80 % des classes de 2 ^{de} 42 % des classes de 1 ^{re} 18 % des classes de terminale
Parmi les classes concernées, part des classes ayant reçu au moins trois séances	24 % pour le CP 20 % pour le CE1 40 % pour le CE2 42 % pour le CM1 47 % pour le CM2	10 % pour la 6 ^e 10 % pour la 5 ^e 21 % pour la 4 ^e 7 % pour la 3 ^e	12 % pour la 2 ^{de} 10 % pour la 1 ^{re} 11 % pour la terminale

Thématiques développées en priorité

	A l'école	Au collège	Au lycée
1	Biologie et reproduction	Respect	IVG/Contraception
2	Puberté/Changement du corps	IVG/Contraception	VIH/Sida
3	Égalité entre les femmes et les hommes	VIH/Sida	Respect

Quel fardeau faisons-nous peser sur les épaules de nos adolescents avec cette injonction paradoxale : l'affirmation d'une liberté sexuelle totale dans le discours ambiant (« pas de tabou », « tu es libre de faire tout ce que tu veux, la seule limite est le consentement ») et l'appel permanent à la protection et à la défiance !

Le Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes conclut dans son étude qu'« il est temps de changer de paradigme et de parler d'une sexualité synonyme de plaisir et d'épanouissement personnel ». Certes, il est temps de changer de paradigme mais faut-il vraiment réduire l'autre à un objet au service du « plaisir et de l'épanouissement personnel » ? Quid de l'éducation à la relation ?

Une éducation qui n'insisterait que sur la dimension individualiste – « épanouissement personnel » - risque de renforcer l'idée que la satisfaction du plaisir ou du désir individuel est la seule fin d'une relation sexuelle et donc que l'autre est un instrument au service de cette fin... En insistant davantage sur la dimension relationnelle et affective, on ouvre le champ à une meilleure prise en compte de l'autre comme personne. C'est sans doute la condition d'une plus grande égalité et d'une humanisation des rapports femmes-hommes..

3. Ce qu'attendent les jeunes

Les éducateurs qui travaillent auprès des jeunes constatent qu'au-delà des questions techniques et des peurs – qui sont très importantes mais finalement assez faciles à aborder – la plupart des questions de fond portent en réalité sur l'affectivité et la relation. « Comment savoir que j'aime ? ». « Est-ce que l'amour pour toujours, ça existe ? ». « Comment lui exprimer mes sentiments ? ». Or, les adultes sont mal à l'aise pour en parler. Donner un préservatif et faire une démonstration technique est plus facile que de parler avec son cœur.

Par ailleurs, les questions des jeunes montrent que le discours normatif d'antan (« pas avant le mariage ») a été remplacé par un discours opposé, largement influencé par la culture porno, et tout aussi contraignant pour les jeunes. (« Est-ce que je suis normal si je n'ai pas envie de faire comme dans les films ? ». « Tout le monde le fait, et moi ? Etc. »). Dans ce contexte, comment apprendre le discernement et la vraie liberté ?

Illustration de ces nouvelles normes qui s'imposent jusque dans l'apparence physique : 34 % des jeunes garçons (moins de 25 ans) ont déjà complexé sur la taille de leur pénis en regardant un film pornographique, et le nombre de jeunes femmes ayant eu recours à la chirurgie esthétique pour une labioplastie³ est en forte augmentation. En 2012, le site d'information français Atlantico évoquait une multiplication de cette pratique par cinq en 5 ans au Royaume-Uni, notamment sous l'influence du porno⁴.

Les questions que posent les jeunes*

- Quel est l'âge moyen pour la première fois ?
- Est-ce normal que je n'aie pas encore mes règles ? (13ans)
- Comment faire confiance à des personnes qui te mentent tout le temps ?
- Est-ce qu'on peut aimer quelqu'un vraiment à l'adolescence (12-13 ans) ?
- Est-ce que ça fait mal de faire l'amour ?
- Comment dire à une fille qu'elle nous plait ?
- Comment savoir que c'est le bon moment pour aller plus loin avec le garçon ?
- Comment sait-on que l'on aime vraiment ?

* A partir des remontées lors des interventions de l'association Sésame, en milieu scolaire. Les jeunes sont invités à poser des questions par écrit en amont de l'intervention.

³ « La nymphoplastie ou labioplastie de réduction est l'intervention qui consiste à réduire les petites lèvres qui dépassent par rapport aux grandes lèvres pour des raisons esthétiques et/ou physiques. »

⁴ www.atlantico.fr%2Fdecryptage%2Flabioplastie-ou-design-vagin-libre-arbitre-feminin-ou-influence-porno-marc-abecassis-432200.html&usg=AOvVaw3O8vtZttx-8GNeSD0-HRA1

PARTIE 2

UNE NOUVELLE AMBITION EDUCATIVE : L'EDUCATION A LA RELATION

5 principes pourraient inspirer une nouvelle approche de l'éducation sexuelle pour renforcer l'égalité et civiliser les relations entre les femmes et les hommes

1. Passer d'une approche hygiéniste et technique à une éducation de toute la personne

Les films pornographiques présentent la sexualité comme une parenthèse, sans cohérence avec le reste de la vie. Une preuve parmi d'autres : alors que le discours public condamne de plus en plus fermement les violences faites aux femmes, une étude réalisée par cinq chercheurs à partir de 500 films X les plus vendus, montre : 88,5% des scènes analysées contiennent des agressions physiques et 48,7% des agressions verbales, essentiellement des insultes. Dans la quasi-totalité des cas (94%), les femmes sont victimes d'hommes⁵.

Mais *quid* de l'éducation qu'on donne aux jeunes générations ? Contribue-t-elle à l'unification de la personne ? Pas toujours ! L'Ecole a parfois tendance à considérer les jeunes comme des « cerveaux sur pattes », tandis que d'autres activités extra-scolaires sont présentées comme « un défolement » pour « s'écarter » ...

En réponse, quelle place accordons-nous au corps dans notre approche éducative ? Il est souvent vu comme une chose (« mon corps est à moi ») ou comme un instrument de performance qu'on pourra de plus en plus modifier à notre gré, plus rarement comme une dimension de la personne, qu'il faut savoir écouter, respecter, y compris dans ses limites.

Et les émotions ? Et la beauté ? Quelle place ont-elles dans notre éducation qui se rengorge tellement d'apprendre « le sens critique », « l'analyse », « le décryptage » ... au point d'en oublier parfois la capacité d'émerveillement, le sentiment de gratitude et de reconnaissance ? Et que dire de la volonté, clé d'apprentissage de la liberté ? Comment apprenons-nous le sens de l'effort ? De ce point de vue, certains discours qui, au nom de la lutte contre l'ennui, prétendent supprimer la contrainte à l'école en faisant de la « ludification » (l'apprentissage par le jeu) une recette systématique, méritent d'être discutés. Sans dolorisme et tout en valorisant le « bonheur d'apprendre », on peut découvrir par l'éducation que le plaisir n'est pas toujours un point de départ ou une fin en soi, mais souvent une heureuse conséquence, un cadeau reçu par surcroît.

La question de la distinction entre la sphère privée et la sphère publique est un enjeu majeur à l'heure où les réseaux sociaux qui ont tendance à brouiller les repères.

Grandir en unité et en humanité, c'est le difficile combat de toute une vie. L'éducation doit nous y aider. Voilà pourquoi l'appellation « éducation affective, relationnelle et sexuelle » utilisée par un nombre croissant de professionnels est plus riche que la seule « éducation à la sexualité », et que celle-ci gagnerait à ne pas se limiter à 3 séances par an à l'école (comme le prévoit la loi) mais à s'intégrer intelligemment dans toutes les disciplines. L'histoire, la philosophie, la littérature, l'histoire de l'art, la biologie ont beaucoup à nous apprendre sur l'homme et la femme, le désir, le corps, l'amour....

⁵ Bridges AJ, Wosnitzer R, Scharrer E, Sun C & Liberman R, Revue *Violence against Women - Aggression and sexual behavior in best-selling pornography videos : a content analysis update*, Octobre 2010.

2. Passer de la mise au ban à l'implication des parents

Par idéologie ou pragmatisme, on a tendance à déresponsabiliser les familles dans ce domaine. Certes, à l'adolescence, les jeunes n'auront pas spontanément envie de parler de sexualité avec leurs parents... Une étude de l'OMS montre qu'en France, à 15 ans, seule 1 fille sur 4 considère que le climat familial est propice aux conversations importantes (contre 54% dans la moyenne des pays européens). Mais il ne faut pas en tirer prétexte pour délégitimer les parents sur ce sujet. Au contraire, il est urgent de mieux les impliquer.

Une étude américaine, menée en 2000⁶, montre que la majorité des adolescents (près de 79%) se sont dits « influencés » ou « très influencés » par ce que leurs parents leur avaient transmis au sujet de la sexualité et des relations amoureuses, et les considèrent comme une source importante d'information. D'autres enquêtes montrent que les enfants évoquant ces sujets en famille – surtout les filles avec leurs mères – ont moins de comportements à risques.

Il faudrait se donner pour règle de proposer systématiquement une information, voire une formation, pour les parents lorsque des interventions sont prévues dans les établissements scolaires. Le rôle des parents est aussi crucial pour apprendre aux jeunes à gérer les écrans, les réseaux sociaux, le sommeil... Or, de nombreuses familles, de tous milieux, sont un peu dépassées par la généralisation des nouvelles technologies. Le rappel de quelques règles simples, à l'image des campagnes de santé publique qui portent sur la nutrition, serait utile.

L'implication des parents peut être une façon de mieux détecter les cas – hélas pas si rares - où ce sont les familles qui représentent un danger pour l'enfant (violences sexuelles, consommation pornographique des parents devant leurs enfants...).

Le Défenseur des Droits « recommande aux équipes pédagogiques et éducatives d'informer les parents, y compris ceux qui sont le plus éloignés de l'institution scolaire, de la politique académique d'éducation à la sexualité et de renforcer les démarches informationnelles et pédagogiques. D'autre part, il leur recommande d'associer les parents au projet d'éducation à la sexualité au sein des établissements afin de s'assurer de leur compréhension des enjeux et, dans la mesure du possible, de favoriser leur bonne appropriation de la démarche ».

Le Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes recommande d'organiser une communication régulière à destination des parents afin de :

- les informer sur l'éducation à la sexualité ;
- favoriser les échanges dans le cadre des CESC (Comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté) ;
- faciliter la circulation d'information sur ce sujet dans le cadre des espaces « parents » prévus dans la loi de refondation de l'Ecole, ou dans le cadre des dispositifs de soutien à la parentalité ;
- réfléchir à la constitution d'un réseau de parents d'élèves référents.

⁶ Somers CL & Paulson SE, Students' perceptions of parent-adolescent closeness and communication about sexuality : Relations with sexual knowledge, attitudes, and behaviors, *Journal of Adolescence*, 23(5), 629-644 (2000).

3. Passer d'une focalisation sur la sexualité à l'adolescence à une éducation dans la durée dès la petite enfance

Malgré le discours sur la libéralisation des mœurs, il existe beaucoup de familles, d'établissements ou de mouvements de jeunesse dans lesquels le « *blackout* » domine. Par pudibonderie ou par peur de mal faire, on ne parle surtout pas de sexualité !

Pourtant, elle fait partie de la vie et il s'agit justement de l'intégrer harmonieusement dans nos vies. Et si les parents et les éducateurs n'en parlent pas à leurs enfants, d'autres s'en chargent... avec leurs mots. Autant prendre les devants !

Mieux vaut d'ailleurs parler un peu et souvent qu'une seule fois longuement. Les petites conversations, dès le plus jeune âge, qui créent un climat de confiance sont préférables à une seule grande conversation à l'adolescence. De même, les questions des émotions, des sentiments, de la pudeur, du respect du corps méritent d'être abordées tôt à l'école avec délicatesse et sans blesser les consciences.

4. Passer d'une approche par classe d'âge, à une adaptation à chaque jeune, en fonction de sa maturité et de son parcours

C'est l'un des limites majeures de l'approche scolaire sur ces questions. Elle s'adresse la plupart du temps à une classe réunie selon un critère d'âge, de façon indifférenciée. Or, selon la physiologie, la culture familiale, les expériences, et le sexe de l'enfant, sa capacité à s'approprier ce qui est dit, sans être choqué, est très variable.

Mieux prendre en considération ces différences, et notamment la différence sexuelle, en travaillant par petits groupes et en associant les familles, est indispensable.

5. Passer d'une approche spécialisée à une alliance éducative

Dans les équipes éducatives, la tentation est grande de passer « la patate chaude » à un « spécialiste » qui devient, sur les organigrammes, le référent unique sur les questions d'éducation affective et sexuelle. Bien sûr, il est indispensable d'avoir des professionnels particulièrement formés (infirmière, sexologue...), mais ce n'est pas toujours ces experts que les jeunes choisissent pour se confier. Ils peuvent solliciter un enseignant avec lequel ils ont une affinité, un animateur dans les mouvements d'éducation populaire, dans le scoutisme...

Or, peu d'éducateurs se forment. Par exemple, le Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes notait en 2016 qu'il n'y avait pas eu de formation l'année précédente dans 99% des écoles, 81% des collèges, 84% des lycées. Alors même que, dans 80% des collèges et lycées, des jeunes sont venus demander conseil à l'issue des séances. Nombre de jeunes dépendants de la pornographie témoignent du fait qu'ils ne savent pas à qui en parler pour en sortir. Où sont les adultes de référence, capables d'écouter et d'aider les jeunes à discerner, en assumant la difficile responsabilité de l'exemplarité ?

Selon les mots du Défenseur des Droits, cette formation doit permettre aux professionnels de « se positionner face aux élèves, en fonction de leur âge, de leurs questionnements et en prenant compte leurs valeurs culturelles et/ou religieuses ».

PARTIE 3
FOCUS SUR DES APPROCHES EDUCATIVES
INNOVANTES
POUR PARLER D'AMOUR, D'INTIMITE
& DE SEXUALITE

La mallette « au fil de la vie » (Apprentis d'Auteuil)

« Au fil de la vie » est un parcours qui s'adresse aux enfants de 5 à 12 ans, adapté aux « étapes de l'évolution psychique de l'enfant ».

Un jeu de 46 cartes présente « la vie d'un garçon et d'une fille, depuis avant leur conception, jusqu'à après leur mort ». L'enfant est amené à reconstituer la vie d'un garçon et d'une fille auquel il peut s'identifier, et sera amené à réfléchir selon trois axes :

- › Une prise de conscience en tant qu'être vivant, sexué et mortel ;
- › Un travail sur le sentiment d'existence et sur la singularité de chacun ;
- › Un travail sur la construction d'une relation.

L'enfant travaillera ainsi sur l'apprentissage de la responsabilité, du choix et de la gestion des émotions.

Des fiches pédagogiques correspondant aux grandes étapes de la vie (conception d'un enfant, grossesse d'une maman, naissance et accueil de l'enfant, puberté, adolescence) ont aussi été conçues pour les éducateurs avec, pour chacune, des objectifs, des explications, des questions à poser aux enfants pour entamer un dialogue, des pistes pour aller plus loin, des œuvres d'art à découvrir, des suggestions de livres...

Élaborée par une équipe de psychologues, de chefs de services éducatifs et de directeurs de maisons d'enfants, la mallette remplit trois objectifs :

- Permettre à tous les enfants de découvrir la sexualité comme un élément-clé de la construction de son identité et de sa relation aux autres ;
- Donner aux enfants des repères pour leur permettre d'apprécier eux-mêmes ce qui les fait grandir et ce qui les détruit ;
- Impliquer la communauté des adultes qui agit auprès des enfants, et pas uniquement des spécialistes du sujet.



Des ateliers des théâtre avec SOS Village d'Enfants

« Le manque de temps, les situations urgentes, extrêmes de certains jeunes, poussent trop souvent les adultes qui les accompagnent à aller à l'essentiel et à aborder, de manière pédagogique, pragmatique, la sexualité sans pouvoir contextualiser et discuter d'amour ... On rencontre aussi parmi les adolescents une dissociation inquiétante entre vie sexuelle et vie affective. Notre objectif est de créer un espace de parole et d'offrir du temps pour aborder la vie amoureuse, l'affectif, le sentiment amoureux, la féminité, le corps, l'acceptation de l'autre, l'échange, la tolérance, le respect mutuel, l'égalité, le consentement, soit autant de sujets cruciaux dans la construction adulte et citoyenne des adolescents. Il nous semble essentiel de déconstruire certaines notions préalablement assimilées par les enfants et cela parfois dès leur plus jeune âge, dé-stigmatiser et amener les jeunes qui en ont besoin vers d'autres modes de comportements et appréhensions »

Tel est l'objectif des ateliers de théâtre autour de la relation affective et sexuelle, organisés par le théâtre du Phénix de Valenciennes pour le village d'enfants de Busigny (Nord de la France).

Les villages d'enfants accueillent des enfants en situation de placement, en fratrie, dans des pavillons indépendants grâce à l'investissement d'une « mère SOS », et d'éducateurs.

Les éducateurs se sont rendus compte que la vision de la sexualité chez les jeunes accompagnés était souvent problématique, soit dû à un besoin très important d'affection, soit dû à une vision négative des relations sexuelles et affectives entre adultes. Dans les deux cas, les jeunes adoptent des comportements disproportionnés : enchaînement de relations sans sentiment, ou à l'inverse dégoût à l'égard des relations amoureuses et sexuelles.

Pour les 16 adolescents de 13 à 18 ans volontaires, ce projet a commencé en septembre 2017. Il va durer 2 ans, à raison d'un week-end par mois.

Les ateliers permettent de découvrir l'art théâtral en jouant sur les émotions. Les jeunes ont également créé un abécédaire de l'amour et de sexualité, ils ont débattu autour de la question de l'homosexualité, ils ont travaillé un spectacle canadien « la cantine de l'amour » ...

L'objectif est de faire des représentations théâtrales à la fin de l'année scolaire et pourquoi pas de construire une exposition itinérante...Pour les éducateurs, le théâtre facilite l'expression des adolescents par les mots et par les gestes et le corps.

La campagne de communication PANTS – The Underware Rule (NSPCC)

Au Royaume-Uni, la National Society for the Prevention of Cruelty to Children agit contre les abus sur les enfants, de nature émotionnelle, physique, sexuelle et via Internet.

Dans le cadre de la lutte contre les abus sexuels, la NSPCC a mis l'accent sur l'information des plus jeunes par le biais d'une campagne de communication intitulée « PANTS (The Underwear Rule) ». PANTS est l'acronyme de 5 règles transmises aux enfants :

P – « Privates are private » - Tes parties intimes sont intimes.

A – « Always remember your body belongs to you » Souviens-toi que ton corps est à toi.

N – « No means no » Non veut dire non et tu as toujours le droit de dire non

T – « Talk about secrets that upset you » Parles des secrets qui te rendent tristes.

S – « Speak up, someone can help you ». Tu peux toujours parler de tes soucis à un adulte en qui tu as confiance. Dans ta famille ou auprès de tes enseignants. Ou ailleurs.

Cette campagne est composée de trois guides : un à destination des enfants, un à destination des parents et un à destination des référents en cas de placement mais également d'un petit clip musical à destination des enfants. Cette vidéo met en scène des petits dinosaures habillés (des « pantosaurus ») et transmet trois messages :

- La notion de parties intimes à un âge auquel l'enfant n'a pas forcément intériorisé la notion de pudeur ;
- Le réflexe pour l'enfant de dire non ;
- La nécessité de dialoguer avec un adulte de référence.

Cette vidéo a été conçue pour le cas particulier de la prévention des abus sexuels sur les enfants, mais elle montre qu'il est possible de prévenir un cas aussi grave en parlant simplement et de façon imagée aux enfants et ce, dès le plus jeune âge.



Le site XYStories

« Média dédié à la sexualité qui rassemble une pluralité de contenu destinée à la génération Y » selon ses concepteurs, le site internet xystories se présente comme un espace d'expression et d'information.

Son contenu est organisé selon quatre catégories :

- « Stories », où les internautes sont invités à raconter une expérience personnelle suivant l'exemple du site Vdm ;
- « Media », où sont rassemblés des articles de sexologues, journalistes, blogueurs et blogueuses, sociologues ;
- « FA-Q », où les internautes peuvent répondre aux questions qui semblent revenir souvent sur la vie sexuelle et affective ;
- « Sondages », où les internautes sont invités à s'exprimer pour que les créateurs du site internet puissent « mieux comprendre la vraie vie sexuelle des jeunes français, comprendre leurs préoccupations et recueillir le récit de leurs expériences »

Anonyme pour les internautes qui s'expriment, ce site permet aux jeunes qui se posent des questions relatives à la sexualité et à l'affectif de communiquer et de s'informer grâce aux expériences partagées et aux divers articles. Ce site ambitionne également d'être bien référencé pour que les jeunes puissent tomber facilement dessus et puisse avoir accès à une source d'information sérieuse pour leur éducation sexuelle et affective.



Programme On est encore des enfants (Université du Québec à Montréal)

L'Université du Québec de Montréal a conçu un programme d'éducation à la sexualité à destination des enfants de 10 à 12 ans, visant à « *protéger le droit à l'enfance* » en prévenant la sexualisation précoce des enfants. Ce programme « clé en main » propose ainsi des activités organisées autour de six thématiques.

Pour les enfants de 10 à 11 ans :

- › « *Être enfant ou être ado ?* » ;
- › « *Relations amicales et popularité* » ;
- › « *Médias, stéréotypes et images reliées à la sexualité* ».

Pour les enfants de 11 à 12 ans :

- › « *Désir de plaire et éveil amoureux* » ;
- › « *Vocabulaire sexuel et intimidation* » ;
- › « *Réseaux sociaux, internet et sexualité* ».

Ce programme souhaite ainsi aborder « *directement les sujets les plus délicats reliés à la sexualisation précoce, sans omettre de respecter les étapes du développement psychosexuel des enfants âgés de 10 à 12 ans* ».

Le programme « *On est encore des enfants* » s'inscrit dans un projet plus global, intitulé « *Outils des jeunes face à l'hypersexualisation* » et organisé en deux axes :

- › Une formation des intervenants auprès des enfants, afin qu'ils soient le plus à même de répondre à toutes leurs questions ;
- › Une formation des parents grâce à un cycle de conférences, ces derniers étant considérés comme « *les premiers éducateurs à la sexualité de leur enfant* », « *impliqués dans la prévention de la sexualisation précoce* ».



Et le numérique dans tout ça ?

La diabolisation des outils numériques et leur rejet systématique ne sont pas des solutions. La question de l'éducation à leur usage et de leur encadrement est en revanche un défi essentiel. L'Observatoire de la Parentalité et de l'Education au Numérique avance plusieurs pistes de propositions afin de limiter le risque de la pornographie chez les mineurs :

- En termes législatifs, la loi* devrait être la même pour tous les supports qui émettent des images à caractère pornographique (magazines, télévision, internet...). Aujourd'hui, pour l'OPEN, « il est aberrant de constater que CANAL + est très contrôlé mais que ce contrôle ne s'applique pas de la même manière aux sites internet ».
- Comme pistes d'évolutions techniques, il serait intéressant de rendre obligatoire des moyens techniques sur les sites pornographiques comme un « disclaimer » ou l'enregistrement d'un numéro de carte bleue (non débité) par exemple.

Mais ces solutions ne sauraient suffire sans l'accompagnement des parents et des professionnels dans l'appréhension et l'usage des outils numériques. L'OPEN présente quelques pistes de réflexion :

- La création d'outils de décryptage et de mise en perspective des images pour permettre aux parents et aux professionnels d'aborder ces sujets avec les enfants et les ados.
- Des séances de sensibilisation/formation à destination des parents.
- Une montée en compétences des éducateurs sur ces sujets-là. « Déconstruire le porno ne suppose pas les mêmes compétences que pour parler de contraception ».

* Le texte à faire évoluer serait l'article 227-24 du Code Pénal et/ou l'article 6-1-7 de la LCEN.

CONCLUSION

Le début du XXI^e siècle est marqué par des ruptures anthropologiques profondes. Face à une culture qui promeut l'unité de la personne se multiplient les tendances à la chosification qui font du corps un fantasme virtuel, un assemblage de pièces détachées ou une tentation à masquer, tandis que l'individu ne serait qu'une volonté dotée d'une intelligence plus ou moins artificielle. Remettre l'unité de la personne et la relation au cœur du projet éducatif devient une urgence. Ce qui est en jeu, c'est la capacité pour les jeunes de vivre demain leurs aspirations profondes en liberté, tout en faisant grandir l'égalité entre les femmes et les hommes, à travers des relations civilisées.

Egalité femmes/hommes : pour une éducation à la relation



18, rue Barbès
92128 Montrouge Cedex

Tél. +33 (0)1.74.31.62.60
contact@verslehaut.org

www.verslehaut.org